THE SOCIAL RECKONING

UN AMI QUI VOUS VEUT DU BIEN ?



COLIN CARLIER

UNE ANALYSE RÉALISÉE PAR
LE CENTRE CULTUREL
LES GRIGNOUX

les grignoux
cinéma & culture au cœur de la ville

De Facemash à Facebook

Facebook voit le jour en 2004. D'abord créé pour connecter les étudiant·es de l'Université américaine de Harvard puis celleux d'autres institutions prestigieuses comme Yale, Stanford ou Columbia, le réseau social devient public en septembre 2006. Ouvert au monde entier, il connaît alors une croissance fulgurante et atteint, à la fin de l'année 2015, le milliard d'utilisateur·ices actif·ves quotidien·nes.

Aux commandes, on retrouve Mark Zuckerberg, accompagné de plusieurs condisciples : Eduardo Saverin, Chris Hughes, Andrew McCollum et Dustin Moskovitz. Ensemble, ils participent à la création de ce qui deviendra l'un des empires numériques les plus puissants et influents de l'histoire contemporaine.

Comme le rappelle le film *The Social Network* sorti en 2010 et réalisé par David Fincher sur un scénario d'Aaron Sorkin, la genèse de Facebook, indissociable de la *success story* de son créateur, commence par un piratage : celui de la base de données de l'Université. Plus précisément, il s'agit du *hacking* du trombinoscope[1], soit de l'ensemble des photos des étudiant·es (dans ce cas-ci, des étudiantes, puisque c'est précisément l'objectif de Zuckerberg) de l'Université. En quelques heures, ce dernier développe et met en ligne Facemash, un site qui consiste à noter le physique des femmes pour ensuite les classer sur la base des réponses des visiteurs.

[1] Qui se traduit en anglais par « A face book »

Resté en ligne durant deux jours, le site, aux relents plus que misogynes, pose déjà la question de la récupération des données personnelles et de leur utilisation. De Facemash à Facebook, il n'y a qu'un pas, et Zuckerberg n'hésitera pas à le franchir.

Dans le livre *David Fincher ou l'heure numérique*, Guillaume Orignac propose une lecture qui saisit toute l'ambiguïté de cet étudiant qui entre à peine dans la vingtaine au début du XXI^{e} siècle. Selon lui : « Mark Zuckerberg peut bien représenter un idéal cool du capitalisme à l'ère de la connexion généralisée, sa chambre d'étudiant n'apparaît que comme un réduit où bouillonne on ne sait quelle maladie des nerfs[2]. » Et de poursuivre: « Il a recodé le monde pour n'avoir plus à le subir. Moins qu'un élan, sa course est une fuite[3].»

[2] Guillaume Orignac, *David Fincher ou l'heure numérique*, Nantes, Capricci, coll. « Actualité critique », 2014 (éd. augmentée), p. 12.
[3] *Ibid.*



Mark Zuckerberg (Jesse Eisenberg) dans *The Social Network* (2010).

À cet égard, Zuckerberg apparaît comme l'une des incarnations les plus significatives de la figure contemporaine du *nerd*. Comme le souligne le journaliste Damien Leloup dans *Le Pouvoir des geeks* : « Mark Zuckerberg, né en 1984, l'année de la sortie de *Revenge of the Nerds*. Sur les photos du lycée et des premières années de Facebook, il a le look du geek typique, un peu maigrichon, l'intello à fort risque de se faire racketter ou harceler[4]. »

[4] Damien Leloup, *Le Pouvoir des geeks*, Paris, Les Arènes, 2026, p. 173.

Un *nerd*, certes, mais un homme aujourd'hui surpuissant, à la tête d'un empire dont le chiffre d'affaires se compte en centaines de milliards de dollars[5].

Même si cette image du geek solitaire relève davantage du mythe que de la réalité, elle constitue un récit qui colle à la peau d'un grand nombre d'entrepreneurs de la tech, de Jeff Bezos à Elon Musk, en passant par Steve Jobs, bien trop souvent associés à la figure du « génie », un terme aujourd'hui largement galvaudé. Damien Leloup parle d'une revanche ou d'une guerre des *nerds* : « La différence entre *nerds* et *jocks*[6] a toujours été, au moins en partie, un artifice, un outil scénaristique aussi bien à l'écran que dans la vie[7]. » Ces geeks, aujourd'hui patrons et figures de la Silicon Valley, influencent largement l'économie mondiale et tutoient les puissants de ce monde. Des personnalités qui incarnent parfois à elles seules l'identité des entreprises qu'elles ont fondées. Un récit que l'écrivain de science-fiction Alain Damasio qualifie de « fake narratif [qui] n'est qu'un préalable à une identification grossière qui masque les rapports de force et d'exploitation derrière la *success story*[8]. »

---

[5] Philippe Escande, « Les résultats financiers exceptionnels de Meta constituent une nouvelle preuve de la capacité du capitalisme américain à se réinventer », *Le Monde*, 30 janvier 2025.

[6] Au contraire du *nerd*, le *jock* représente la figure de l'étudiant athlète, musclé et populaire.

[7] Damien Leloup, *Le Pouvoir des geeks*, *op. cit.*, p. 175.

[8] Alain Damasio, *Vallée du silicium*, Paris, Gallimard, coll. « Folio SF », 2026, p. 205.

Aux côtés de Facebook figurent d'autres acteurs du monde de la tech, comme Google, Apple, Amazon et Microsoft, qui forment à eux cinq un groupe plus connu sous l'acronyme de GAFAM[9]. Ces compagnies, souvent qualifiées de *Big Tech* ou encore de « géants du numérique », sont le vecteur d'une culture d'entreprise fondée sur le capitalisme et l'innovation technologique.

De par leur influence sur l'économie mondiale, elles tendent à brouiller les frontières entre les secteurs publics et privés. Elles sont aujourd'hui rejointes par de nouveaux acteurs du numérique tels que TikTok, du groupe chinois ByteDance, Netflix, Uber, Airbnb et consorts. L'appellation GAFAM, bien que devenue au fil des années une expression courante, n'est donc pas gravée dans le marbre, d'autant plus que certaines de ces entreprises, fortes de leurs importantes capacités financières, phagocytent, fusionnent et se restructurent pour former de nouveaux conglomérats. Alphabet est ainsi devenue la maison mère de Google en 2015, tandis que Facebook, Messenger, WhatsApp et Instagram sont regroupés depuis 2021 au sein du groupe Meta. À titre d'exemple, pour prendre la mesure de leur puissance financière, les bénéfices des GAFA (Microsoft en moins) se chiffraient à un total de 243 milliards de dollars en 2021[10].

[9] Google (Alphabet), Apple, Facebook (Meta), Amazon, Microsoft.
[10] Alexandre Piquard, « Infographie : des GAFA plus puissants que jamais », *Le Monde*, 19 février 2022.

Le groupe a d'ailleurs opéré un premier changement de cap en 2021, durant le mandat de Joe Biden. La maison mère de Facebook devient officiellement Meta, qui, en grec ancien, signifie « Au-delà ». Mais au-delà de quoi ?



Un bâtiment du groupe Meta, flanqué de son nouveau logo.

Meta entend investir le monde immersif avec son métavers, présenté comme la prochaine (r)évolution d'Internet. Baptisé Horizon Worlds et fort de promesses d'évolution des connexions sociales, ce métavers, figure de proue du monde virtuel qualifié de « mauvais rêve de Zuckerberg[11] » par Alain Damasio, s'est avéré un

[11] Alain Damasio, *Vallée du silicium*, *op. cit.*, p. 30.

cuisant échec. Meta y consacre des sommes astronomiques, mais les années passent et le métavers ne rencontre pas les résultats escomptés[12].

De tous les *tech bros* de la Silicon Valley, Zuckerberg est probablement l'un des plus énigmatiques. Entre le film de David Fincher au succès autant critique que public, les scandales à répétition, ses interventions publiques maladroites et plus récemment son rapprochement assumé avec le camp républicain américain, « Zuck » a toujours été source de questionnement et de fascination. Énigmatique et insaisissable ? Peut-être. Milliardaire, *tech bro*, démocrate et « progressiste » d'hier aux opinions politiques qui évoluent au gré des circonstances et opportunités du marché ? Bien plus probable.

Aujourd'hui, au moins une application du groupe Meta intervient quotidiennement dans la vie de plus de 3,58 milliards de personnes autour du globe[13]. Comment, en l'espace d'un peu plus de deux décennies, sommes-nous passés de la soi-disant promesse de « donner au peuple le pouvoir de construire des communautés et de rassembler le monde[14] » à un réseau que certains, à l'image de la chercheuse et philosophe Anne Alombert, qualifient désormais de « réseau anti-social[15] » ?

---

[12] Mathilde Rigaud, « Qu'est donc devenu le métavers ? », *RTBF*, 13 juin 2026.
[13] Étienne Caillebotte, « Chiffres Meta - 2026 », *BDM*, 27 février 2026.
[14] Damien Leloup, « Facebook veut développer ses groupes pour mieux "rassembler le monde" », *Le Monde*, 23 juin 2017.
[15] Anne Alombert, « Alternatives aux réseaux anti-sociaux », *AOC*, 13 mars 2025.

Au cœur de la tempête

En plus de vingt ans d'existence, Facebook, aujourd'hui intégré au groupe Meta, a fait face à la justice à de nombreuses reprises. Parmi les affaires qui ont secoué l'entreprise, celle de Cambridge Analytica est l'une des plus retentissantes et médiatisées. Mais l'affaire des Facebook Files, au cœur du film *The Social Reckoning* d'Aaron Sorkin, cristallise les maux que Meta, en pompier pyromane, est accusé d'encourager ou d'ignorer.

Le scandale des Facebook Files éclate le 13 septembre 2021, lorsque le *Wall Street Journal* publie le premier article d'une série d'enquêtes basées sur une fuite de plusieurs milliers de documents internes signées Jeff Horwitz et d'autres journalistes. À l'origine de ce *leak* se trouve la lanceuse d'alerte Frances Haugen, ancienne ingénieure et cheffe de produit chez Facebook, spécialiste des « classements algorithmiques », en charge de lutter contre la désinformation et les discours de haine en ligne. Après avoir démissionné de l'entreprise, elle transmet ces nombreux documents à la *Securities and Exchange Commission* (SEC) ainsi qu'au *Wall Street Journal*.



Témoignage de Frances Haugen devant le Sénat des États-Unis le 5 octobre 2021.

Pour Frances Haugen, le point de bascule qui la détermine à rejoindre Facebook en 2019 est la radicalisation en ligne d'un de ses amis, comme elle le rappellera lors de son audition devant la Commission du commerce du Sénat américain en octobre 2021[16]. C'est également sa volonté de changer les règles de l'intérieur et ses convictions quant au potentiel des médias sociaux qui la poussent à travailler pour Facebook pendant deux ans. Dans le film d'Aaron Sorkin, c'est la confrontation en ligne, des années plus tard, avec une amie radicalisée et la découverte d'études internes qui font progressivement se fissurer le vernis de la confiance de cette employée envers l'entreprise.

[16] Béatrice Sutter, « Le discours historique de Frances Haugen face au Sénat le 5 octobre 2021 », *L'ADN*, 5 octobre 2021.

L'investigation journalistique est un thème très balisé dans le milieu cinématographique (*Les Hommes du président*, *Spotlight*, *Pentagon Papers*, *She Said*, etc.). *The Social Reckoning* ne déroge pas à la règle et emprunte les poncifs du genre, tout en conservant une grande tension scénaristique. Frances Haugen (Mikey Madison) est face à un dilemme lorsqu'elle rencontre le journaliste du *Wall Street Journal* Jeff Horwitz (Jeremy Allen White): elle est tiraillée entre la nécessité, l'urgence de son acte et le sentiment de trahir Facebook.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'Aaron Sorkin s'attaque au monde de la tech : en plus du scénario de *The Social Network* en 2010, il a écrit celui du film *Steve Jobs*, sorti en 2015 et réalisé par Danny Boyle, consacré au cofondateur d'Apple. Là où le film de Fincher montrait la création du réseau social, celui de Sorkin décortique et expose les mécanismes internes de l'entreprise et leur impact insidieux dans le quotidien de millions de personnes. Ici, plus question d'humaniser Zuckerberg Jeremy Strong l'incarne tel un robot, preuve que les temps ont bien changé.



Mark Zuckerberg (Jeremy Strong) dans *The Social Reckoning* (2026).

Que nous font les réseaux sociaux ?

Les Facebook Files ne sont pas le premier scandale à éclabousser l'entreprise. Quelques années auparavant, en 2018, celui de Cambridge Analytica avait déjà mis en lumière les dérives liées à la gestion plus que questionnable des données personnelles des utilisateur·ices. De l'aveu même de Zuckerberg à la suite de l'ampleur prise par le scandale, les données de près de 87 millions de profils ont été récupérées à leur insu et ce, à des fins politiques, pour cibler les électeur·ices indécis·es à l'aide de messages personnalisés. Le lanceur d'alerte canadien Christopher Wylie, ancien employé et directeur de la recherche chez Cambridge Analytica, société britannique spécialisée dans l'influence politique, révèle notamment le ciblage de messages favorables à Donald Trump, en vue de l'élection présidentielle de 2016.

Un rapport d'Amnesty International soulignait en 2019 que le modèle économique de Facebook, basé sur la collecte de données et la publicité, était incompatible avec le droit à la vie privée, mais également avec les libertés d'expression et de pensée[17]. Cette affaire en est l'une des preuves.

[17] Rapport d'Amnesty International : « Les géants de la surveillance. Le modèle économique de Facebook et Google menace les droits humains », 2019.

Dans *Cyberpunk : le nouveau système totalitaire*, la politologue Asma Mhalla identifie la post-vérité, ou « l'ère Trump », comme l'un des trois temps du « détricotage de la démocratie états-unienne[18]». Elle explique que « [l]e concept de post-vérité coïncidait avec la généralisation massive des réseaux sociaux, outils d'information, de désinformation, d'ingérences et de déstabilisation cyber-hybride, de communication politique et diplomatique[19]. » Le scandale Cambridge Analytica en est également l'illustration.

On connaît l'importance des réseaux sociaux tels que Facebook dans la fabrique de l'opinion aujourd'hui[20]. En France, une personne sur cinq s'informe sur les réseaux sociaux, et ce chiffre grimpe à plus de 50 % pour les moins de 25 ans[21]. Cette donnée interpelle, a fortiori lorsqu'on sait que seuls dix sites, les *Toxic Ten*, sont responsables de 69 % des interactions liées au déni du changement climatique sur Facebook et que la plateforme se finance via les publicités, selon une étude de 2021[22].

Les Facebook Files concentrent donc un ensemble de dérives dont les réseaux sociaux sont aujourd'hui régulièrement accusés. « [L]es réseaux anti-sociaux […] influencent de manière subreptice la formation de l'opinion publique et les processus

---

[18] Asma Mhalla, *Cyberpunk : le nouveau système totalitaire*, Paris, Seuil, 2025, p. 32.
[19] *Ibid.*, p. 33.
[20] Adrien Tallent, « "La transformation des réseaux sociaux en arènes électorales pose des défis majeurs à la démocratie" », *Le Monde*, 25 novembre 2024.
[21] « Plus de 50 % des moins de 25 ans en France s'informent via les réseaux sociaux et outils IA », *Le Monde*, 29 janvier 2026.
[22] Rapport du Center for Countering Digital Hate : « The Toxic Ten », 2021.

électoraux[23]. » L'algorithme nous enferme dans des « couloirs d'opinion[24] » en sélectionnant et en hiérarchisant les contenus auxquels nous sommes exposés. Parmi les études internes révélées par les Facebook Files, l'une, déjà publiée par le *Wall Street Journal* en 2020, montre par exemple que 64 % des adhésions à certains groupes extrémistes sur la plateforme étaient attribuées aux propres outils de recommandation de Facebook[25]. À cette logique s'ajoute celle de la rétention : maintenir l'utilisateur·ice le plus longtemps possible sur la plateforme en exploitant notamment les mécanismes de validation sociale.

Puisque le modèle économique de Facebook repose sur le temps passé dessus, ce sont donc les contenus qui font le plus réagir (les émotions négatives notamment) qui sont mis en avant par la plateforme. Comme le souligne par exemple Anne Alombert : « Les Facebook Files […] ont montré que les journalistes et les politiciens européens s'étaient plaints auprès de l'entreprise de devoir adopter des positions clivantes et haineuses pour survivre financièrement et médiatiquement sur le réseau[26]. »

Les Facebook Files et les articles qui s'en sont suivis démontrent aussi que Facebook était au courant de l'impact négatif de ses plateformes sur la santé mentale de ses utilisateur·ices, en particulier les adolescentes. Une étude interne consacrée à Instagram révèle par exemple que 32 % des adolescentes

---

23

24 Matthieu Amiech, *Peut-on s'opposer à l'informatisation de nos vies ?*, Lodève, La Lenteur, 2024, p. 113.

25 Jeff Horwitz & Deepa Seetharaman, « Facebook Executives Shut Down Efforts to Make the Site Less Divisive », *The Wall Street Journal*, 26 mai 2020.

26 Anne Alombert, *De la bêtise artificielle*, Paris, Allia, 2026, p. 86.

estimaient que l'utilisation de la plateforme leur donnait une image plus négative de leur corps lorsqu'elles étaient déjà mal à l'aise avec celui-ci[27]. L'entreprise était donc consciente des nuisances engendrées par ses plateformes.

D'anciens cadres de Facebook reconnaissent eux-mêmes les dangers de ces outils, à l'image de Sean Parker, premier président de Facebook, qui reconnaissait dès 2017 que le fonctionnement du réseau social reposait sur « l'exploitation de la vulnérabilité de l'humain et sa psychologie[28] ». Facebook n'a évidemment pas créé à lui seul ces effets négatifs, mais Meta dispose aujourd'hui des moyens de les amplifier, et ce, pour plus de quatre personnes sur dix dans le monde[29].

[27] « Facebook Files : ce qu'il faut retenir des révélations de la lanceuse d'alerte Frances Haugen », *franceinfo*, 6 octobre 2021.
[28] Ana Benabs, « Sean Parker, l'ancien président de Facebook, balance sur les dangers du réseau social », *France 24*, 10 novembre 2017.
[29] Étienne Caillebotte, « Chiffres Meta - 2026 », *BDM*, 27 février 2026.



Jeff Horwitz (Jeremy Allen White) et Frances Haugen (Mikey Madison) dans The Social Reckoning (2026).

Dans un tout autre registre, les dérives des réseaux sociaux à l'image de Facebook nous étaient déjà montrées dans le deuxième épisode de la cinquième saison de la série d'anthologie de science-fiction *Black Mirror*. Dans « Smithereens », un chauffeur VTC prend en otage un employé d'un réseau social afin d'entrer en contact avec Billy Bauer, le PDG de l'entreprise. Même si certains ont vu en ce patron de la tech une ressemblance avec le cofondateur de Twitter, Jack Dorsey, on y décèle également de nombreux liens avec Mark Zuckerberg, notamment dans le discours lié à l'accaparement de l'attention et à ce réflexe presque irrépressible de regarder l'écran de son téléphone au bruit d'une notification quelconque.

On met là le doigt sur un paradoxe, ici incarné par l'entreprise de *streaming* Netflix. Le marché de l'attention, ou du « temps de cerveau humain disponible[30] », est au cœur des débats depuis l'avènement des réseaux sociaux et d'autres entreprises et services qui ne se cachent pas de capitaliser dessus. Une plateforme comme Netflix a bien compris l'importance d'exploiter ce filon : son cofondateur, Reed Hastings[31], déclarait même en 2017 que le principal concurrent de son entreprise était le temps de sommeil[32]. Pour qui a déjà utilisé Netflix, errer sur la page d'accueil à la recherche d'un film ou d'une série à regarder doit sembler être une expérience familière. L'algorithme cherche lui aussi à retenir l'utilisateur·ice, à capter et garder son temps et son attention.

C'est pourtant Netflix qui produit *Black Mirror*, ce même contenu qui cherche à nous alerter ou à dénoncer une pratique que la plateforme elle-même contribue à engendrer. Participer au problème qu'on prétend dénoncer, capitaliser sa propre critique et s'en accommoder, à l'instar d'une entreprise qui pratique du *greenwashing* (ici, numérique), c'est ce que les sociologues Luc Boltanski et Ève Chiapello analysaient en 1999 dans leur livre *Le Nouvel Esprit du capitalisme*[33].

---

[30] « Le temps de cerveau humain disponible » est une expression formulée en 2004 par l'ancien PDG du groupe TF1 Patrick Le Lay dans son livre *Les dirigeants face au changement* (Paris, Éditions du Huitième Jour, 2004).

[31] « Fun » fact : Reed Hastings a notamment siégé au conseil d'administration de Facebook pendant 8 ans, de 2011 à 2019.

[32] Jean-Laurent Cassely, « Le vrai concurrent de Netflix ? Votre sommeil », *Slate*, 19 avril 2017.

[33] Luc Boltanski & Ève Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard NRF-Essais, 1999.

L'heure des comptes ?

Dans la continuité de l'affaire Cambridge Analytica ou des Facebook Files, Meta continue d'être aux prises avec la justice. Une coalition d'États américains a notamment accusé l'entreprise d'avoir sciemment trompé le public sur les risques liés à ses plateformes, d'avoir conçu des fonctionnalités susceptibles de les rendre addictives et de ne pas suffisamment protéger les jeunes utilisateur·ices. En août 2026, Meta a accepté de verser 18 milliards de dollars (soit un mois de chiffre d'affaires) pour régler ces poursuites avec la quasi-totalité des États[34].

On aurait pu s'attendre à un impact davantage disruptif des Facebook Files. Or, force est de constater qu'aucune affaire, encore aujourd'hui, n'en a réellement eu un au point de marquer un véritable avant/après. Certes, les récents démêlés avec la justice de Meta, qui tente de faire amende honorable, ont bien mené à plusieurs mesures aux États-Unis (limite de temps de connexion par jour, blocage de l'accès la nuit, etc.), mais elles ne sonnent que comme de petites victoires pour les États à l'origine de la plainte[35]. La veritable victoire, quant à elle, par le groupe Meta, dont l'accord conclu lui

[34] Alexandre Piquard, « Addiction à Facebook et Instagram : Meta s'évite un procès historique et une sanction colossale aux États-Unis », *Le Monde*, 27 août 2026.
[35] Florence G'Sell, « Protection des mineurs : "Les accords conclus par Meta et TikTok aux États-Unis n'ont fait l'objet d'aucun débat ni d'aucune délibération publique" », *Le Monde*, 29 septembre 2026.

permet de maintenir son modèle et de défendre bec et ongles ses intérêts[36].



Mark Zuckerberg le 11 avril 2018 devant la Chambre des représentants dans le cadre de l'affaire Cambridge Analytica.

Propagation de *fake news*, opacité de l'algorithme, exploitation des données personnelles, surcharge informationnelle, le préjudice social de toutes ces plateformes est considérable. Comment expliquer la direction empruntée par cette entreprise qui pèse aujourd'hui plus de 200 milliards de dollars de chiffre d'affaires[37] ? Que révèle cette évolution des rapports

[36] Barthélémy Michalon, « La stratégie de Meta face à la justice américaine : éviter une défaite légale et reprendre le contrôle », *The Conversation*, 6 septembre 2026.
[37] Étienne Caillebotte, « Chiffres Meta - 2026 », *BDM*, 27 février 2026.

entre technologie, politique, économie et démocratie au XXI^{e} siècle ?

Facebook, outil de mobilisation

Malgré les mécanismes délétères des réseaux sociaux comme Facebook, ceux-ci interviennent également dans l'émergence et la création d'actions sociales, comme ce fut notamment le cas en 2018 avec l'apparition en France du mouvement à l'ampleur nationale des Gilets jaunes en protestation contre l'augmentation du prix du carburant[38]. Pour des personnes souvent issues des classes populaires, Facebook a offert un espace de débats et d'organisation commune, et a permis de placer sur le devant de la scène des questions de pouvoir d'achat et de justice fiscale, largement ignorées par les médias[39]. Les réseaux sociaux amplifient la parole, parfois la libèrent, et #MeToo, abondamment relayé sur ces plateformes[40], en est un autre exemple.

Mais l'utilisation et la gestion de ces mêmes outils peuvent entraîner des dérives. Le 6 janvier 2021, Facebook tient l'un des rôles principaux dans l'assaut, encouragé par Donald Trump, qui a ensuite mené à la prise du Capitole à Washington et fait cinq morts. En raison du rôle endossé par Facebook, l'émeute se trouve au cœur du film d'Aaron Sorkin, sans que le nom

[38] Cyril Bonnet, « Comment Facebook est devenu la télé des "gilets jaunes" », *Le Nouvel Obs*, 30 novembre 2018.
[39] Aurélien Delpirou, « La couleur des gilets jaunes », *La Vie des idées*, 23 novembre 2018.
[40] Germain Gauthier, « Gilets jaunes, #MeToo : l'impact des réseaux sociaux sur les manifestations », *Polytechnique Insights*, 1er juin 2022.

de l'actuel président ne soit explicitement cité et bien que plusieurs mois séparent en réalité les Facebook Files de cet événement. Pour rappel, dès novembre 2020, le président sortant conteste vigoureusement la victoire de Joe Biden et appelle ses partisans, quelques semaines plus tard, à se rendre au Capitole pour réclamer la victoire « volée » à leur candidat. Le jour de l'attaque, sept fois plus de signalements pour violence ou incitation à la violence qu'en temps normal sont recensés sur Instagram, contre six fois plus sur Facebook, avant que la situation ne dégénère[41]. On sait aujourd'hui que nombre d'avertissements n'ont pas été pris en compte, que des mesures ont été écartées et que l'équipe de modération était en sous-effectif[42].

D'un côté, une mobilisation née d'un ras-le-bol social, de l'autre, un assaut fondé sur le mensonge d'une élection volée. Deux événements majeurs, les deux faces d'une même médaille. Qu'il s'agisse de porter la parole de milliers de personnes ou de servir de relais à la contestation violente d'un résultat électoral, une chose est indiscutable : ces plateformes pèsent d'un poids immense dans nos vies, individuelles comme collectives. Derrière nos écrans, ce sont les décisions de quelques entreprises privées, guidées par les intérêts d'une poignée d'individus, qui rythment nos débats, nos mobilisations et l'information à laquelle nous avons accès. Qui sont-ils et que défendent-ils ? Et quel usage Mark Zuckerberg fait-il de ce pouvoir depuis le retour de Trump à la Maison-Blanche ?

---

[41] Elise Viniacourt, « Attaque du Capitole : ce que les "Facebook Files" révèlent de la gestion catastrophique du réseau social », *Libération*, 26 octobre 2021.
[42] *Ibid*.



Assaut du Capitole des États-Unis à Washington par des partisans de Donald Trump le 6 janvier 2021.

« Anti-social *Network State* »

Le 20 janvier 2025, Donald Trump prête serment pour son deuxième mandat en tant que président de la première puissance mondiale. Se trouvent à ses côtés les patrons qui forment la clique de la tech : Mark Zuckerberg pour Meta, Jeff Bezos pour Amazon, Sundar Pichai pour Google et enfin Elon Musk, l'un des plus proches soutiens du 47e président des États-Unis et fraîchement investi d'une nouvelle mission en prenant la tête du *Department of Government* Efficiency, le DOGE. Dans le sillage de Javier Milei en Argentine, Elon Musk, tronçonneuse en main, a opéré des coupes massives dans le budget public qui se sont soldées par un échec[43], le tout accompagné d'un *clash* Trump/Musk surmédiatisé[44].

[43] « Aux États-Unis, le bilan douteux d'Elon Musk à la tête du DOGE », *Le Monde*, 3 juin 2025.

[44] « États-Unis : rien ne va plus entre Donald Trump et Elon Musk, le divorce est consommé ? », *RTBF*, 5 juin 2025.



Investiture de Donald Trump le 20 janvier 2025. De gauche à droite : Mark Zuckerberg (Meta), Lauren Sanchez, Jeff Bezos (Amazon), Sundar Pichai (Alphabet), Elon Musk (Tesla, SpaceX, Neuralink).

La présence de Zuckerberg et le tournant emprunté par sa compagnie sont encore plus marquants. Quelques semaines auparavant, Meta a versé un million de dollars au fonds d'investiture de Donald Trump en vue de cette cérémonie du 20 janvier[45]. Désormais acquis à la cause trumpiste, Zuckerberg enchaîne les décisions qui signent la rupture avec ses présumées valeurs démocrates passées : fin du programme de diversité dans son

[45] « Présidentielle américaine : Meta a versé un million de dollars au fonds pour l'investiture de Donald Trump », *RTBF*, 12 décembre 2024.

entreprise[46], fin du *fact-checking* aux États-Unis[47] et nomination de Dana White, patron de l'UFC (*Ultimate Fighting* Championship) et proche allié de Trump, au conseil d'administration de Meta[48].

Peu de temps après les élections américaines de 2024, Meta a annoncé la suppression prochaine de son programme de *fact-checking* aux États-Unis, c'est-à-dire du travail des organismes en charge de vérifier les informations qui circulent sur les différents réseaux du groupe, au profit des C*ommunity Notes*, des remarques rédigées et évaluées par les utilisateur·ices d'une plateforme pour souligner une erreur, un mensonge ou apporter du contexte. Cet assouplissement des règles de modération s'inscrit dans la droite lignée de ce qui se pratique déjà sur le très permissif réseau social X — véritable caisse de résonance du multimilliardaire Elon Musk — qui fonctionne à l'aide de ces C*ommunity Notes* généralisées depuis 2023. Zuckerberg lui emboîte le pas (ou se met au pas, au choix).

Dans une vidéo publiée le 7 janvier 2025, Zuckerberg explique que les *fact-checkers* nuisent au débat public américain, notamment concernant des sujets tels que l'immigration ou le genre[49]. En conséquence, il annonce la fin de son programme de vérification pour l'ensemble des plateformes de Meta

---

[46] « Meta poursuit son virage politique et met fin à ses programmes pour la diversité », *RTBF*, 10 janvier 2025.
[47] Daphné Van Ossel, « Meta supprime son programme de fact-checking : les Big Tech à la botte de Trump ? », *RTBF*, 8 janvier 2025.
[48] « Invité surprise Dana White, boss du MMA et trumpiste revendiqué, entre au conseil d'administration de Meta », *Libération*, 7 janvier 2025.
[49] Voir la vidéo sur la page Instagram de Mark Zuckerberg : *zuck*, 7 janvier 2025.

aux États-Unis, au nom de la liberté d'expression. Preuve de l'efficacité, toute relative, de ce procédé : sur X, plus de 90 % des *Community Notes* ne sont jamais publiées[50]. Pour les réseaux du groupe Meta, des associations s'inquiètent des conséquences sur les communautés LGBTQIA+, les personnes transgenres ou homosexuelles pouvant par exemple dorénavant être qualifiées de « personnes déviantes[51] ».

Cette méthode fait largement écho à la politique de Donald Trump peu après le début de son deuxième mandat présidentiel, où l'administration était chargée de faire disparaître une liste de mots comme « climat », « durabilité », ou encore « LGBT » des documents officiels et des sites d'agences fédérales[52]. Des mots qui sont, pour une grande majorité d'entre eux, liés à l'identité de genre, à des luttes pour l'égalité, soit le programme DEI (*Diversity, Equity, Inclusion*), né dans le courant des années 60 et démantelé par l'administration Trump[53].

[50] « Sur X, plus de 90 % des notes de contexte, qui doivent servir à lutter contre la désinformation, ne sont jamais publiées », *Le Monde*, 10 juillet 2025.
[51] Hugo Raynaud, « Grand bond en arrière sur Facebook et Instagram, la modération des contenus discriminants et haineux recule aussi », *Libération*, 8 janvier 2025.
[52] « "Changement climatique", "vert" : les nouveaux mots censurés par l'administration Trump », *Reporterre*, 29 septembre 2025.
[53] Matteo Winkler, « La DEI au XXIe siècle et pourquoi elle divise le monde », *HEC Paris*, 4 avril 2025.

En 2018, une étude du MIT parue dans la revue *Science* révèle qu'une nouvelle erronée se répand en moyenne six fois plus rapidement sur X (Twitter à l'époque) qu'une information vérifiée[54]. À l'aune de ces données, mises en regard des C*ommunity Notes* appliquées sur X, la question du bien-fondé de la décision de Meta de mettre en place cette nouvelle façon de modérer se pose sérieusement.

Le passage de Zuckerberg dans le podcast du très conservateur Joe Rogan (*The Joe Rogan Experience #2255*) s'ajoute à la liste des sorties de route du jeune multimilliardaire aux relents MAGA (*Make America Great Again*). Il y tient des propos comme : « L'énergie masculine est bonne, la culture d'entreprise essaie de s'en détourner[55] ». Ou encore : « Je pense qu'avoir une culture qui fait un peu plus la part belle à l'agressivité a ses mérites et c'est vraiment positif[56] ». Manosphère et idéologie masculiniste, le serment d'allégeance est prononcé[57].

---

[54] Jeremy Maire, « Une fake news se répand six fois plus vite qu'une vraie nouvelle », *Télérama*, 9 mars 2018.

[55] « PowerfulJRE », « Joe Rogan Experience #2255 - Mark Zuckerberg », *YouTube*, 10 janvier 2025.

[56] *Ibid*.

[57] La manosphère désigne un ensemble de communautés en ligne qui promeuvent l'idée que les hommes seraient victimes d'une société féminisée à l'excès. Le masculinisme, qui présente le féminisme et ses avancées comme une menace pour les hommes, en est le socle idéologique. En regrettant que la culture d'entreprise se détourne de cette « énergie masculine » et en faisant l'éloge de l'agressivité, Zuckerberg reprend précisément les codes de ce discours.

Comme le rappelle le philosophe Norman Ajari dans *Technofascisme : le nouveau rêve de la suprématie blanche*, Zuckerberg est un « démocrate » d'hier : « Sa profession de foi antiwoke et son apologie de la masculinité traditionnelle au micro du podcasteur conservateur Joe Rogan dans le sillage de la victoire électorale du candidat républicain ressemblent davantage à une opération opportuniste qu'à un chemin de conversion[58]. » Un opportunisme également motivé par des raisons économiques : pour une entreprise de l'envergure de Meta, dont le modèle repose sur la collecte de données et la publicité, être du côté du pouvoir, c'est s'assurer d'être moins contrainte.

Le virage politique emprunté par Zuckerberg et, plus largement, par les membres du club des *tech bros*, entre masculinité débridée, porosité grandissante entre les acteurs privés et publics en pleine ère de post-vérité sous mandat Trump, s'inscrit dans ce que des auteurs comme le philosophe Norman Ajari ou les journalistes Nastasia Hadjadji et Olivier Tesquet qualifient de technofascisme[59] : « Ce que nous proposons d'appeler technofascisme n'est pas la simple adjonction de gadgets sur un vieux corpus autoritaire : c'est un nouveau régime d'action, modulaire, distribué, post-idéologique, où l'autorité s'administre comme un service et se déploie à l'ombre des institutions qu'elle aura préalablement affaiblies. Ici la souveraineté n'est plus incarnée par un État, mais déléguée à des plateformes

[58] Norman Ajari, *Technofascisme : le nouveau rêve de la suprématie blanche*, Bruxelles, éditions Météores, 2026, p. 170.
[59] En décembre 2025, « technofascisme » est élu « mot de l'année » par le journal Le Soir et la RTBF avec 29 % des votes, devant « dronisation » (15 %) et « brainrot » (14 %).

ou des réseaux contractuels organisés en *Network States*[60]. »

Selon eux, la volonté du technofascisme est de diriger un État comme on dirige une entreprise. Si le technofascisme est une religion, il a ses hérauts et ses saints. De Peter Thiel — cofondateur de PayPal et de l'entreprise *big data* Palantir[61], premier investisseur extérieur de Facebook en 2004 et sorte de prince du technofascisme — à Elon Musk, mais également J. D. Vance — vice-président des États-Unis et proche de Thiel — en passant par Curtis Yarvin et Nick Land — les deux principaux porte-paroles du mouvement néo-réactionnaire (abrégé en NRx) des Lumières sombres, une idéologie politique radicale et d'extrême droite antidémocratique — et bien d'autres[62].

Asma Mhalla parle d'une équation de nature technopolitique : « Elle s'articule autour de l'alliance BigTech-BigState, le BigState est un État-empire qui tire une grande partie de sa puissance par et grâce à des géants technologiques[63] » pour former un *Diléviathan* : « une mise à jour hypermoderne de la figure du Léviathan de Hobbes, celle d'une créature à deux têtes,

---

[60] Nastasia Hadjadji & Olivier Tesquet, *Apocalypse Nerds : Comment les technofascistes ont pris le pouvoir*, Quimperlé, éditions Divergences, 2025, p. 18.

[61] Issu de l'univers de l'écrivain britannique J. R. R. Tolkien, *Le Seigneur des anneaux*, le *palantír* est une pierre magique, notamment utilisée par le mage Saroumane, lui permettant de voir à travers l'espace et le temps. Tout un projet.

[62] Pour aller plus loin, je recommande les livres *Apocalypse Nerds* (Nastasia Hadjadji & Olivier Tesquet, *op. cit.*), *Les Lumières sombres* (Arnaud Miranda, Paris, Gallimard, 2026) et *Technofascisme* (Norman Ajari, *op. cit.*).

[63] Asma Mhalla, *Cyberpunk*, *op. cit.*, p. 19.

BigState et BigTech, un Léviathan à deux têtes, dual et hybride[64]».

Zuckerberg lui-même reconnaissait déjà en 2017 que Facebook ressemblait davantage à un gouvernement qu'à une entreprise traditionnelle[65]. Comme le résument Nastasia Hadjadji et Olivier Tesquet : « Dans cette vision techno-déterministe, le *réseau* est donc quantitativement plus puissant que la *nation*[66] ». Dans la conjoncture numérique actuelle, la souveraineté se déplace de plus en plus vers ces entreprises technologiques, au détriment de l'État. Le *Network State*[67] en lieu et place de l'État-nation.

[64] *Ibid.*, p. 127.

[65] Franklin Foer, « Facebook's war on free will », *The Guardian*, 19 septembre 2017.

[66] Nastasia Hadjadji & Olivier Tesquet, *Apocalypse Nerds*, *op. cit.*, p. 91.

[67] Le *Network State* est un texte mis en ligne en 2022 sous forme de PDF qui présente une vision d'un monde rythmé par les technologies numériques, en opposition avec l'État-nation traditionnel. Son auteur, Balaji Srinivasan, est entrepreneur, investisseur et figure du mouvement néo-sécessionniste dans le milieu de la *tech*.

Conclusion

Elle semble lointaine, l'époque où Mark Zuckerberg, le cœur arrimé à « gauche », soulignait l'importance de lutter contre le réchauffement climatique et appelait de ses vœux un renouveau de certaines ambitions collectives et progressistes[68]. Aujourd'hui, il a son rond de serviette dans les rangs de l'aile droite américaine, aux côtés des autres *big boss* de la tech, sous l'égide de Trump, qui nie d'ailleurs tout lien entre l'activité humaine et les changements climatiques (qu'il qualifie de « plus grande arnaque jamais menée contre le monde[69] »).

On serait tenté de penser que Zuckerberg plie l'échine afin de subsister, que ce revirement républicain se fait les doigts croisés derrière le dos et qu'il demeure, au fond, un fervent défenseur de la démocratie. Cette hypothèse serait presque risible s'il n'était pas question du président des États-Unis et d'un patron de la Silicon Valley dont le pouvoir repose en partie sur l'exploitation des données de milliards d'individus. Qu'était ce discours prononcé à Harvard en 2017 ? L'un des derniers soubresauts de ses convictions profondes ? Une façade ?

Alors que se poursuit le génocide à Gaza[70], Meta est accusé de participer à la censure des dénonciations du massacre et de favoriser la diffusion de la version défendue par le gouvernement israélien de Benjamin

---

[68] Colleen Walsh, « Create a sense of purpose for all, Zuckerberg urges », *The Harvard Gazette*, 25 mai 2017.
[69] « "La plus grande arnaque" de l'Histoire : à l'ONU, Trump s'en prend à la science du climat », *France 24*, 23 septembre 2025.
[70] « Israël commet un génocide contre la population palestinienne à Gaza », *Amnesty International*, 5 décembre 2024.

Netanyahou, comme le souligne la rapporteuse spéciale des Nations unies Francesca Albanese[71]. La fin annoncée du *fact-checking* n'est qu'une étape supplémentaire vers un déploiement de plus en plus débridé d'un pouvoir technofasciste qui ne dit pas son nom.

La fenêtre d'Overton[72] (numérique) ne cesse de se déplacer vers la droite, tandis que les raisons de perdre espoir en l'avenir, à l'échelle individuelle et collective, ne manquent guère. Entre l'accélération technologique, la course effrénée à une intelligence artificielle toujours plus performante, les démocraties qui périclitent ou encore le déploiement d'armes dans l'espace[73], pour ne citer que quelques exemples, tout concourt à assombrir le futur. Mais l'avenir n'est pas seulement incertain, il est aussi sciemment verrouillé par les acteurs mêmes qui participent à son avènement. Comme le souligne Norman Ajari : « Il s'agit, pour ceux qui ont déjà tout, de figer leur domination dans le marbre, en faisant perdre au reste de la société jusqu'à l'intuition qu'un autre ordre du monde est possible[74]. »

La dépendance aux plateformes numériques et à leurs mécanismes est abondamment documentée, leur statut hégémonique à l'échelle mondiale est, lui aussi, avéré. L'idée n'est pas pour autant de condamner

---

[71] Pierrot Lespagnard, « Rapport de l'ONU sur Gaza : les médias occidentaux, relais de la propagande israélienne », *Blast*, 11 octobre 2026.

[72] La fenêtre d'Overton désigne l'ensemble des idées, opinions et pratiques qui sont jugées acceptables dans la société. Ces dernières années, elle s'est considérablement déplacée vers l'extrême droite.

[73] « Les États-Unis disposent d'armes dans l'espace, affirme l'US Space Force », *RTBF*, 15 septembre 2026.

[74] Norman Ajari, *Technofascisme*, *op. cit*., p. 17.

à l'emporte-pièce les réseaux sociaux ou leurs utilisateur·ices, ni d'inciter à supprimer ses comptes individuellement. L'aliénation aux GAFAM n'est pas une fatalité et il existe des pistes de solutions et des alternatives[75]. Mais l'appel à se débarrasser de son smartphone ou déserter ces applications ne saurait constituer une réponse suffisante à notre dépendance grandissante au numérique.

Les changements doivent être plus profonds. Ils passent peut-être par une éducation à ce que représentent ces espaces et à leur fonctionnement. Dans son ouvrage *Schizophrénie numérique*, Anne Alombert propose un enseignement du numérique à l'école qui ne repose pas uniquement sur l'apprentissage de compétences techniques, mais permet également de comprendre les mutations de la société dans laquelle nous vivons[76]. Elle écrit : « S'il est bien sûr essentiel d'exercer la vigilance cognitive des futurs citoyens, le véritable enjeu de l'ère post-vérité consiste sans doute à transformer les récepteurs passifs de (dés-)informations que sont devenus les usagers en producteurs critiques de savoirs collectifs et certifiés[77]. »

[75] À titre d'exemple, Bluesky ou Mastodon, des réseaux décentralisés, peuvent constituer des alternatives à X. Signal, une messagerie chiffrée gérée par une association à but non lucratif, peut remplacer WhatsApp, et Pixelfed, Instagram.
[76] Anne Alombert, *Schizophrénie numérique*, Paris, Allia, 2023, pp. 48-49.
[77] *Ibid*., p. 51.

Il est donc question d'une prise de conscience politique collective. C'est plus largement la numérisation et l'informatisation de nos vies qu'il nous faut interroger[78] : leur omniprésence au quotidien, les dépendances qu'elles créent, les rapports de pouvoir qu'elles renforcent. Les promesses de dématérialisation du numérique ne doivent pas nous faire perdre de vue sa matérialité bien réelle, tout comme son impact écologique désastreux, l'un des enjeux majeurs, trop souvent négligé, du XXI^{e} siècle.

C'est une prise de conscience qui doit traverser l'ensemble des couches imbriquées de la société : de l'éducation à l'économie et de l'environnement à la politique. Elle suppose d'exiger une régulation coercitive de la part des acteurs étatiques, car il semble inutile de compter sur les scrupules et la responsabilité des acteurs privés. Vivre avec le numérique est une chose,

[78] Voir le livre *Peut-on s'opposer à l'informatisation de nos vies ?* de Matthieu Amiech (*op. cit.*).

décider collectivement de la place qu’il occupe dans nos vies et des intérêts qu’il sert en est une autre.



Santé ! (Pour ceux qui ont la ref…)

les grignoux

cinéma & culture au cœur de la ville

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES